



SIT COPIE

PREFECTURE DE LA MOSELLE

Direction de l'environnement
Et du développement durable

Bureau des installations classées

Affaire suivie par Sylvie INGOLD
☎ 03.87.34.88.98
☎ 03.87.34.85.15
✉: sylvie.ingold@moselle.pref.gouv.fr

POUR COPIE CONFORME
Pour la Préfet
Chef de Bureau par délégation

Laurent VAGNER

Arrêté

n° 2007-DEDD/IC- 448
du 19 DEC. 2007

prescrivant à la société CHARBONNAGES DE France des travaux de réhabilitation visant à mettre en sécurité le site du Triangle et des lagunes de l'ancienne cokerie de Marienau à FORBACH et à MORSBACH.

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu les titres 1 des livres V des parties législative et réglementaire du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 86-AG/2-805 en date du 18 décembre 1986 édictant aux Houillères du Bassin de Lorraine (HBL) des prescriptions relatives à la remise en état de la cokerie de MARIENAU-LES-FORBACH ;

Vu l'arrêté ministériel du 24 février 2006 portant dissolution des Houillères du Bassin de Lorraine et transfert de leurs activités, biens, droits et obligations à CHARBONNAGES DE FRANCE (CdF) en application de la loi n° 2004-105 du 3 février 2004 portant création de l'agence nationale pour la garantie des droits des mineurs et diverses dispositions relatives aux mines et notamment au titre II ;

Vu le décret n° 2006-402 du 4 avril 2006 modifiant le décret n° 59-1205 du 23 octobre 1959 relatif à l'organisation administrative et financière du BRGM et portant dispositions transitoires relatives à CHARBONNAGES DE FRANCE ;

Vu le diagnostic initial du triangle et des lagunes de l'ancienne cokerie de Marienau à FORBACH –rapport d'étape A – étude historique et environnementale et rapport d'étape B – diagnostic orienté du 28 octobre 2005 réalisé par la société EnvirEauSol ;

Vu l'évaluation simplifiée des risques (ESR) notation et classement du site selon les législations française et allemande du 4 novembre 2005 réalisée par la société EnvirEauSol ;

Vu l'avant-projet scénario (APS) relatif aux travaux de réhabilitation du site constitué des triangles et des lagunes de Marienau du 1^{er} octobre 2006 réalisé par la société EnvirEauSol ;

Vu les investigations approfondies réalisées sur le site du triangle et des lagunes de l'ancienne cokerie de Marienau pour la société EnvirEauSol le 8 juin 2006 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 18 octobre 2007 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques sanitaires et Technologiques (CODERST) de la Moselle en date du 22 novembre 2007 ;

Considérant le mémoire technique sur l'état du site du 5 juillet 2007 et la demande d'autorisation du 8 mai 2007 comportant une étude d'impact, documents réalisés par les sociétés EnvirEauSol à NORDHOUSE (France), ELS Endbaulaboratorium Saar à RIEGELBERG (Allemagne) DIPLOM-INGENIEURE PATTAY UND MARTIN à ST INGBERT-HASSEL (Allemagne) qui montrent :

- la nécessité de procéder à la mise en place d'un complexe multicouche sur toute la superficie du site (5,3 hectares) afin de supprimer l'infiltration des eaux de pluie vers les nappes sous-jacentes, de prolonger ce confinement jusqu'aux berges de la Rosselle et du Morsbach et la nécessité d'abattre l'ensemble de la végétation présente sur site pour y créer une prairie maigre sablonneuse ;
- la nécessité après les travaux de procéder à la surveillance des eaux souterraines de la nappe d'accompagnement de la Rosselle et de la nappe des Grès du Trias Inférieur après leur retour à l'état initial ainsi que la nappe perchée qui sera confinée après les travaux de réhabilitation ;
- la nécessité après les travaux de procéder au contrôle des gaz souterrains ;
- la mise en place de servitudes d'utilité publique après la réalisation des travaux, servitudes inscrites au livre foncier et reportées dans les documents d'urbanisme en France et en Allemagne.

Considérant l'arrêté n° 2002-13-DDE/SAU du 23 juillet 2002, portant approbation du Plan de Prévention du Risque « Inondations » (PPRI) de la commune de MORSBACH ;

Considérant l'arrêté n° 2002-15-DDE/SAU du 23 juillet 2002, portant approbation du Plan de Prévention du Risque « Inondations » (PPRI) de la commune de FORBACH ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

Arrête :

Article 1^{er} – Objet

La société CHARBONNAGES DE FRANCE –CDF- dont le siège social est situé 100, avenue Albert 1^{er} 92500 RUEIL MALMAISON, est autorisée, sous réserve des dispositions complémentaires énoncées aux articles suivants du présent arrêté, à procéder aux travaux de réhabilitation et de confinement selon les modalités décrites dans le mémoire technique présenté le 5 juillet 2007 et l'étude d'impact réalisés par les sociétés allemandes DIPL-ING PATTAY UND MARTIN, ELS et la société française EnvirEauSol.

Le plan des parcelles concernées par les travaux situés à FORBACH et à MORSBACH est joint en annexe n° 1.

L'objectif des travaux de confinement seront réalisés conformément à la demande d'autorisation du 8 mai 2007. Ils consisteront à :

- supprimer les risques par contact direct ;

- supprimer l'alimentation de la nappe perchée par des mesures de confinement du site en surface et sur toute sa périphérie et des travaux de drainage et de stopper les voies de pollution potentielle vers les autres horizons sous-jacents (nappe alluviale de la Rosselle et la nappe du grès du trias inférieur) ;
- procéder à la gestion des eaux du Morsbach vers la Rosselle afin que ces dernières n'entrent pas en contact avec des substances goudroneuses en phase solide, ou de l'eau issue de la nappe perchée.

Les voies de transferts sont constituées par la lixiviation potentielle des polluants par les eaux d'infiltration et la pollution des eaux superficielles du fait des contacts hydrauliques entre les eaux superficielles et la nappe perchée.

Article 2 – Horaires d'activité

Les travaux de réhabilitation et de confinement, y compris les transports routiers de matériaux ne devront pas être entrepris les dimanches et jours fériés légaux en France et en Allemagne. Exceptionnellement, les travaux pourront être entrepris les samedis après accord de l'inspection du travail et de l'inspection des installations classées.

Dans tous les cas, les travaux de terrassement s'effectueront de jour.

Les horaires des travaux autorisés sont de 7 h 00 à 19 h 00.

Article 3 – Conformité des travaux aux éléments de la demande

Les modalités des travaux, les caractéristiques générales de ceux-ci y compris la remise en état finale sont celles présentées dans le dossier de demande d'autorisation et ses annexes, sauf les dispositions du présent arrêté ou de textes réglementaires ou futurs qui leur seraient contraire. Toute modification apportée par le demandeur, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet qui pourra prendre un arrêté complémentaire ou exiger le dépôt d'une nouvelle demande.

TITRE II – SECURITE DU PUBLIC

Article 4 – Sécurité routière – Aménagement des accès routiers

Les véhicules seront régulièrement entretenus et munis d'un carnet d'entretien. La vitesse sera limitée à 20 km/h dans l'enceinte du site. Des panneaux de limitation de vitesse rappelleront cette règle.

Les accès aux voies publiques ne doivent pas créer de risques pour la sécurité publique.

Les véhicules chargés de produits extérieurs destinés aux travaux de terrassement (couche de protection de la géomembrane, couche de drainage des eaux, couches de végétalisation) ne doivent pas être à l'origine de poussières, de dépôts de boues, d'eau ou de gravillons sur les voies de circulation publiques. Ils seront bâchés si nécessaire avant de pénétrer sur les voies publiques.

A cet effet, un dispositif de nettoyage des roues ou un dispositif équivalent est mis en place sur le site afin que les essieux des camions soient nettoyés avant l'accès sur les voies publiques.

Le nombre de camions sera limité au maximum à 100 par jour.

TITRE III – TRAVAUX DE REHABILITATION

Article 5 – Description générale des travaux

Les anciennes infrastructures exploitées correspondent à une surface d'environ 5,3 ha. Cette zone est limitée à l'ouest et au nord par la Rosselle, à l'est par l'ancienne plate-forme de stockage de charbon et au sud par une zone en friche. Les anciennes infrastructures peuvent être divisées ainsi :

- la zone des prédécanteurs correspondant aux deux prédécanteurs et à la zone d'égouttage des boues avant leur stockage.
- les lagunes d'aération, aménagées dans le terrain naturel.
- le Triangle de Marienau correspondant à 3 bassins dans la partie sud du site représente une surface de 1,7 ha.

Ces infrastructures ont été mises en place dans les terrains présents et leurs bords ont en partie été surélevés par rapport au niveau initial au moyen de matériaux alors présents sur le site.

Ces anciennes infrastructures, comblées par des stériles miniers, seront recouvertes par un confinement de surface, qui intégrera la rive droite de la Rosselle, aménagée durant l'exploitation du site.

Les travaux de réhabilitation du site des lagunes et du Triangle de Marienau peuvent être divisés en trois zones principales :

- les berges de la Rosselle ;
- les anciennes infrastructures exploitées comprenant les prédécanteurs, les lagunes et les bassins du Triangle de Marienau ;
- le lit du Morsbach y compris son embouchure dans la Rosselle.

La première zone correspond à la rive droite de la Rosselle, où les berges ont été aménagées lors de l'exploitation et de la remise ne état du site. Ces berges seront reprises sur une largeur de 4 mètres à 6 mètres avec un abaissement de leurs pentes. La longueur des berges ainsi reprises avoisine les 765 mètres.

Les éléments en béton du lit du MORSBACH seront étanchéifiés lors des travaux de réhabilitation. Les abords du lit de la ROSSELLE seront modelés avec les déblais en donnant un aspect naturel.

Article 6 – Terrassement des terres polluées

Des déblais seront produits lors des travaux de terrassements au niveau des berges de la Rosselle et lors de la réalisation des parois étanches en limite est du site.

Les déblais seront intégrés au confinement réalisé. Ils seront placés directement à la surface actuelle du site, dans les zones où une élévation de la topographie actuelle est prévue.

Les déblais de terrassement resteront dans l'enceinte du site. Ils seront immédiatement transportés vers une zone d'entreposage préparée à cet effet ou directement mis en œuvre pour le nivellement du site.

La mise en place des déblais dans la couche de fondation/profilage du confinement de surface sera réalisée en respectant un compactage à 95% de l'optimum Proctor Normal. Dans le cas où un tel compactage n'est pas envisageable, des améliorations seront apportées à ces matériaux (ajout de chaux, ciment ou autres, mélange avec des déblais plus grossiers).

Article 7 - Confinement

Couche de confinement de surface :

L'intégralité de la surface du site sera étanchée au moyen d'un confinement de surface ayant pour but de supprimer l'infiltration des eaux de pluie. Ce confinement de surface sera prolongé au niveau des berges de la Rosselle afin de les confiner également. Le long de ce cours d'eau, le confinement de surface sera ancré dans le terrain naturel, constitué d'alluvions fines (argiles).

Les différentes couches du confinement de surface ont été définies en tenant compte des spécificités du site et de la végétalisation du site, prévue après les travaux de confinement.

L'épaisseur moyenne de ce complexe multicouche est de 0,5 mètre. L'intégralité de la surface du site sera recouverte de ce complexe multicouche, ce qui représente une surface d'environ 5,7 hectares (berges comprises).

Couche de fondation et de profilage :

La couche de fondation et de profilage sera constituée des terres polluées des lagunes et du Triangle de Marienau. Les éventuels déblais occasionnés par les travaux seront intégrés à cette couche. Il est prévu qu'aucun matériau d'apport ne soit mis en œuvre dans cette couche.

Cette couche sera terrassée de manière à assurer une pente de 2% (valeur minimale de 1% et maximale de 3%) et à préparer la topographie finale du site.

La couche de fondation et de profilage devra être compactée jusqu'à 95% de l'Optimum Proctor Normal.

Un géotextile anti-contaminant de classe adéquate viendra recouvrir la couche de fondation et de profilage afin d'assurer les caractéristiques drainantes de la couche sus-jacente. Ce géotextile sera mis en place en tenant compte du fait que les matériaux de la couche de fondation sont ou peuvent être contaminés. Il devra donc résister aux composés organiques.

Couche de drainage des gaz souterrains :

Une couche de drainage des éventuels gaz souterrains sera mise en place. Elle a pour rôle principal d'éviter les phénomènes de sous ou surpression sur la couche d'étanchéité. Les investigations sur les gaz souterrains n'ayant pas mis en évidence de biogaz, ce rôle sera assuré par un drainage passif au moyen d'évents.

Cette couche sera réalisée en géo-composite résistant aux gaz éventuellement présents (naphtalène, composés aromatiques) et sera parcourue par des drains reliés aux événements. Ces drains ne pourront pas être collés pour leur assemblage (vissage ou manchons).

Couche d'étanchéité

La couche d'étanchéité sera constituée d'une géomembrane en PEHD (Polyéthylène Haute Densité) d'une épaisseur minimale de 2 mm.

La géomembrane sera posée avec un recouvrement des bandes de 30 cm soudées. Un plan de calepinage sera utilisé pour la mise en place de cette couche.

Les points singuliers (ancrage au niveau des parois au coulis, des éléments en béton présents sur le site) feront l'objet de raccords étanches assurant la continuité du confinement réalisé.

Couche de protection de la géomembrane :

Cette couche a pour but de protéger la géomembrane sous-jacente. Elle sera constituée de sable fin à moyen sur une épaisseur comprise entre 5 et 10 cm.

La couche de sable sera surmontée d'un géotextile, évitant également la perforation de la géomembrane par des matériaux de la couche sus-jacente. Ce géotextile aura une densité minimale de 700g/m² et une bonne résistance à la traction.

Couche de drainage des eaux :

Compte tenu du fait que son but est d'éviter la stagnation des eaux de pluie infiltrées au travers des couches sus-jacentes, la pente de celle-ci sera entre 1 et 3%. Des drains seront mis en place.

Les caractéristiques des matériaux utilisés fixés dans le dossier de demande seront respectées.

Couche de végétalisation :

Cette couche aura une épaisseur moyenne de 20 cm. Selon le modelage du site prévu, cette épaisseur pourra varier entre 15 cm et 30 cm. La tolérance par rapport au niveau topographique final du site prévu est de 2 cm.

Une couche de graviers calcaires 2/5 sera mise en place sur cette couche de sable. La quantité de graviers, répandue de manière homogène sur la surface du site, est de 8 kg/m².

La couche de végétalisation ne sera pas soumise à des contraintes de poids importantes (inférieures à 15 kPa). Les engins utilisés seront équipés de chenilles, de pneus larges ou de roues « Terra ».

Confinement vertical en périphérie du site :

Des parois étanches permettant de supprimer les contacts entre les sols et les eaux polluées mais aussi entre les eaux de ruissellement et les sols seront mises en place. Elles seront réalisées à l'aide d'un coulis bentonite-ciment sur une épaisseur de 0,6 mètre. Elles seront ancrées dans les argiles compactées ou dans les sables d'altération de la nappe des Grès en cas d'absence d'argiles compactées. La hauteur d'ancrage ne pourra pas être inférieure à 1,00 mètre.

TITRE IV – PREVENTION DES POLLUTIONS ET DES RISQUES

Article 8- Aménagement des cours de la Rosselle

Les aménagements des berges seront réalisés pendant la période la moins exposée aux inondations (mai à novembre). Dans le but d'éviter des situations à risques au cours des travaux des berges, ceux-ci seront réalisés par tranches limitées et isolées. Les niveaux d'eau de la Rosselle feront l'objet d'une surveillance permanente au titre de la protection contre les inondations en cours de travaux.

La conception des talus devra garantir une protection suffisante contre l'érosion et l'affouillement lors des périodes d'inondations.

Une sécurisation suffisante contre l'érosion des talus doit également être garantie pendant la période d'enracinement des plantes sur les berges afin d'assurer l'isolation des résidus polluants anciens. Pour ce faire, la mise en place de nattes ou de tissage pourra s'avérer nécessaire. La surveillance de la fiabilité contre l'érosion des berges devra être contrôlée régulièrement jusqu'au moment où la végétation mise en place sera à même d'assurer la sécurisation totale des berges.

La plantation des zones des berges sera faite au moyen de types de végétation et de plantes adaptés au site et offrant la garantie d'une sécurisation contre l'érosion des berges suffisamment grande en dépit des possibilités limitées de profondeur d'enracinement de leurs systèmes racinaires.

Les ouvrages de rejet des eaux polluées vers la Rosselle existants sur site devront être totalement supprimés.

Les terres de terrassement rapportées d'origine extérieure (couches de propreté, couches porteuses, de drainage, terres de remblaiement en général) respecteront les critères de lixiviation de l'annexe II de l'arrêté du 31 décembre 2004 relatif aux installations de stockage de déchets inertes.

Toutes les installations auxiliaires mises en place dans ou près du cours d'eau seront supprimées dès la fin des travaux sur le chantier.

Tous les secteurs soumis à des désordres hydrauliques en raison des travaux seront remis en état de telle sorte que des dommages ultérieurs tels que les affouillements ou l'érosion du lit de cours d'eau soient évités.

Article 9 : Aménagement du cours du Morsbach

Les obligations énoncées à l'article 9 ci-dessus s'appliquent aux travaux d'aménagement du Morsbach.

Il conviendra de dimensionner suffisamment le bypass projeté au niveau du Morsbach pour la durée du chantier afin que les masses d'eau venant du Morsbach puissent être canalisées et évacuées sans dommage (déviation provisoire du Morsbach).

Article 10 – Traitement des eaux de fouille

Lors des travaux de réhabilitation du site, des eaux polluées par des substances spécifiques des activités de cokéfaction sont susceptibles d'apparaître. Leurs origines sont les suivantes :

- les travaux de terrassement au niveau des berges de la Rosselle ;
- le recyclage des boues mises en œuvre pour la réalisation des parois et tranchées ;
- le lavage des engins et du matériel au niveau de l'aire prévue à cet effet ;
- un éventuel lessivage des terres polluées stockées sur le site.

De ce fait, il est imposé que les eaux rejetées à la Rosselle respectent les valeurs ci-après :

Paramètre	Limite de rejet (en mg/l)
Azote total (N _{total})	12
Demande biologique en oxygène à 5 par DB ₀₅	9
Indice Phénol	0,15
Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP total)	0,015
Benzène et divers	0,03
Cyanures (non complexées)	0,03
Sulfates	0,03
Phosphore	2

Le rejet des eaux traitées vers la Rosselle est autorisé si les tests ou analyses présentent des valeurs inférieures à celles citées précédemment et si les conditions de suivi analytiques sont respectées.

Le mode de traitement des eaux polluées respectera la figure 2 du mémoire technique fourni dans le dossier de demande.

La quantité des eaux rejetées sera mesurée au moyen d'un compteur d'eau placé en sortie d'unité de traitement. La quantité d'eau rejetée sera relevée et consignée dans le journal de chantier.

La fréquence des prélèvements sera définie en fonction des exigences de la station de traitement et celle-ci sera consignée dans un protocole. Elle ne sera pas inférieure à un minimum d'une analyse des paramètres précédents par semaine.

Le lieu d'exutoire sera précisé à l'inspection des installations classées et au service de la Police des Eaux (DDAF de la Moselle).

Les prélèvements et les analyses en sortie de station de traitement avant rejet éventuel dans la Rosselle seront réalisés par une société disposant de l'accréditation COFRAC selon les paramètres précités (prélèvements et analyses).

Par ailleurs, le paramètre « Hydrocarbures totaux » et le paramètre « HAP totaux » seront mesurés deux fois par jour selon un test rapide méthodologie à proposer à l'inspection des installations classées.

Article 11 – Déchets produits

Toutes dispositions seront prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

Pour chaque catégorie de déchet, la quantité stockée ne devra pas être supérieure à celle produite en moyenne pendant 4 mois d'activité.

La présence de déchets issus de l'activité non directement requise par l'exploitation est interdite sur le site.

Les rejets des installations devront être :

- collectés puis traités par des entreprises agréées,
- ou satisfaire aux dispositions de l'arrêté du 6 mai 1996 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectifs en ce qui concerne le traitement des eaux sanitaires.

L'interdiction des déchets sauvages devra être clairement mentionnée en périphérie du site et au niveau de tous les accès possibles.

Article 12 – Poussières

L'exploitant prendra toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. A cet effet, les travaux de décapage devront être réalisés, dans la mesure du possible, hors période sèche.

L'exploitant arrosera notamment les pistes utilisées si celle-ci sont sources d'émission de poussières.

Des mesures de retombées des poussières pourront être demandées par l'inspection des installations classées. Elles devront être effectuées par un organisme agréé suivant les NORMES NFX43-007.

Article 13 – Bruits – vibrations

13.1 Mesures – Valeurs limites

Les bruits émis par les activités de remise en état de ce site ne doivent pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées et, le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour, jardin, terrasse...) de ces mêmes locaux, pour les niveaux supérieurs à 35 dB(A) et inférieurs ou égaux à 45 dB(A), d'une émergence supérieure à 6 dB(A) ainsi que pour les niveaux supérieurs à 45 dB(A), d'une émergence supérieure à 5 dB(A) pour la période allant de 7h00 à 22h00.

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'ensemble des installations est en fonctionnement et lorsqu'il est à l'arrêt. Elle est mesurée conformément à la méthodologie définie dans la deuxième partie de l'instruction technique annexée à l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Le niveau limite de bruits à ne pas dépasser en limite de zone d'exploitation est de 70 dB(A). En outre, le respect des valeurs maximales d'émergence est assuré dans les immeubles les plus proches occupés ou habités par des tiers et existants à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers à la date de l'arrêté d'autorisation.

L'évaluation du niveau de pression sonore continu équivalent incluant le bruit particulier de l'ensemble des installations est effectuée sur une durée représentative du fonctionnement le plus bruyant de celle-ci.

Un contrôle du niveau sonore sera réalisé dès le début des travaux. En sus de ce contrôle, l'inspection des installations classées pourra sans formalité particulière demander des contrôles complémentaires dans la limite d'un contrôle complet par an. Ces contrôles doivent être effectués par du personnel qualifié. Ils doivent faire l'objet d'un rapport dans lequel devront figurer tous les renseignements utiles à même d'attester de la qualité et de la représentativité des mesures effectuées.

13.2 Dispositions préventives

Les travaux seront menés de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur du site et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

Article 14 : Nuisances olfactives

Les sols pollués mis à jour seront systématiquement recouverts ou enfouis sur site de façon à diminuer les nuisances olfactives.

En cas de gêne, l'inspection des installations classées pourra demander à l'exploitant :

- de caractériser les composés à l'origine des émissions,
- de procéder à des mesures d'odeur dans l'environnement,
- de proposer des solutions visant à diminuer les émissions à la source (optimisation des confinements des terres polluées, limitation des travaux en période météorologique peu favorable, ...).

Article 15 :

Les frais engendrés par les interventions, mesures (analyses, prélèvements) cités aux articles précédents seront à la charges de l'exploitant. Au vu des résultats fournis, l'inspection des installations classées pourra demander à l'exploitant des aménagements complémentaires sur les installations existantes.

TITRE V – REMISE EN ETAT

Article 16 : Protection de la nature

Les peuplements forestiers voisins sont à protéger contre les désordres pouvant être engendrés par les mesures d'aménagement.

La lisière de boisement des berges de la Rosselle est à reconstituer par la plantation d'arbres dits de pays tels que les saules et les aulnes. La plantation de ces arbres sera réalisée durant la période de plantation suivant immédiatement la fin des travaux d'aménagement.

Les mesures à caractère d'ingénierie biologique à prendre devront garantir une protection contre l'érosion qui soit suffisante.

La nouvelle berge qui sera créée à une distance d'environ 1 à 5 mètres de la Rosselle, du coté ouest des résidus polluants anciens, est à pourvoir d'arbres feuillus dits de pays.

La plantation des arbres et arbrisseaux se fera en respect de la réglementation actuelle et en accord avec la DDAF de la Moselle. Il y aura lieu de garantir pendant un an des soins pour faciliter la prise de racines et pendant les deux années suivantes des soins pour favoriser le développement.

Pour éviter tout développement prolifique indésirable, les boisements existants dans la zone des plantations programmées seront soumis à un contrôle annuel et si nécessaire à un élagage le cas échéant.

La surface du site d'enfouissement des résidus polluants anciens sera traitée en surface engazonnée et entretenue comme telle à long terme.

Pour éviter toute prolifération boisée indésirable dans la zone de la surface engazonnée maigre, cette dernière sera tondue annuellement.

Dans le cadre de la réalisation des travaux, il conviendra de garantir par un bureau d'étude qualifié et agréé une surveillance de travaux à caractère écologique adaptée à la mise en œuvre des opérations de plantation et d'ensemencement.

Les travaux de défrichement et d'essartage qui pourraient s'avérer indispensables sont à limiter au strict nécessaire. Ils seront, dans la mesure du possible, réalisés pendant la période de repos végétatif allant du 15 septembre au 1^{er} mars de chaque année.

Dans la mesure où il faut procéder à des défrichements ou à des essartages avant le 15 septembre, ceux-ci seront limités aux parties de terrain sur lesquels des travaux seront réalisés avant cette date.

Une réception des travaux mis en œuvre en matière d'aménagement naturel du paysage devra être demandée par écrit à l'inspection des installations classées et service de la Police des Eaux (DDAF de la Moselle).

La végétalisation du site après confinement sera réalisée conformément aux plans de remise en état joints en annexe n° 2 et 3 et selon les modalités fixées dans le mémoire technique y compris la répisylve le long de la Rosselle.

Article 17 : Suivi des eaux souterraines et superficielles après travaux

17.1 Généralités

Le confinement des sources de pollution tel qu'il est présenté doit être accompagné par un suivi des différentes nappes d'eaux que ces travaux ont pour but de protéger y compris les eaux superficielles reprises par la Rosselle et le Morsbach (nappe perchée, nappe d'accompagnement de la Rosselle, nappe des Grés du Trias Inférieur lors de sa remontée). Le suivi des eaux souterraines sera limité au relevé des hauteurs d'eau en cours de travaux de façon mensuelle de façon à prévenir d'éventuelles crues. Il sera, par contre, étendu au suivi de la qualité après travaux selon le plan de surveillance décrit ci-après.

Le réaménagement retenu pour ce site est un espace vert sans restriction d'accès au public. Les travaux de confinement décrit au Titre III prennent en compte cet usage.

Un plan de surveillance des eaux souterraines et superficielles sera proposé par l'exploitant trois mois après la fin des travaux. Ce plan de surveillance, dont l'objectif principal est le suivi de la qualité du confinement mis en place, prendra en compte les 3 aquifères ainsi que les eaux superficielles selon les dispositions fixées ci-après. Au regard des résultats des campagnes de mesure 4 ans après les premiers résultats analytiques, un bilan vérifiant la stabilisation ou la diminution des expositions, de nouvelles modalités de surveillance environnementale seront étudiées en considérant une fréquence de prélèvements allégée et des paramètres de surveillance plus ciblés.

17.2 Suivi de la nappe perchée

Des puits de surveillance permettant le passage des eaux de la nappe perchée seront mis en place. Ils seront constitués de buses perforées sur toute la hauteur des remblais. L'implantation de ces ouvrages couvrira le site de façon homogène.

Ces mesures permettront un suivi régulier du niveau de la nappe perchée et de vérifier l'efficacité du confinement vis-à-vis de l'infiltration des eaux pluviales et des eaux de ruissellement et l'efficacité de la barrière naturelle après la remontée des eaux de la nappe du GTI mais aussi de l'aquifère d'accompagnement de la Rosselle.

Les niveaux d'eau seront relevés au minimum à une fréquence mensuelle et pourront être équipés d'appareils de mesure électronique. Les résultats seront consignés dans un document à adresser à l'inspection des installations classées. Le nombre de puits sera au minimum de dix sur l'ensemble de la zone concernée par la nappe perchée.

17.3 Suivi des eaux souterraines (nappe du GTI et nappe d'accompagnement de la Rosselle)

Avant le retour au niveau initial des eaux souterraines, les trois piézomètres installés dans cet aquifère (PZ IV à PZ VI) ainsi que le piézomètre SP 228 bis situé à l'ouest du site seront conservés pendant et après les travaux de façon à mesurer les hauteurs d'eau de la remontée de la nappe des GTI. Il en est de même pour les trois piézomètres PZ1 à PZIII mis en place dans la nappe d'accompagnement de la Rosselle, piézomètres qui seront conservés après les travaux de confinement.

La future surveillance des eaux souterraines répondra aux points suivants :

- suivi régulier des niveaux d'eau souterraine aux points de mesures choisis. Jusqu'à la remontée des eaux dans les ouvrages, la fréquence de mesure sera trimestrielle. A l'apparition du niveau d'eau souterraine dans les ouvrages, ces derniers pourraient être équipés d'appareils de mesure électronique. La fréquence des mesures sera d'une mesure hebdomadaire ;
- détermination du sens d'écoulement des eaux souterraines au moyen des mesures ;
- prélèvements d'échantillons d'eau souterraine dans les ouvrages choisis. Les prélèvements seront réalisés à une fréquence au minimum semestrielle, en période de hautes et basses eaux. La fréquence de prélèvement pourra être adaptée en fonction des résultats des analyses ;
- analyses physico-chimiques des échantillons d'eau souterraine prélevées avec recherche des paramètres spécifiques suivants : pH, conductivité, hydrocarbures totaux, HAP, indice phénol, BTEX et sulfates ;
- consignation des résultats dans les rapports de suivi.

Il importe que le dispositif de suivi et la nature du suivi des eaux souterraines puisse évoluer en fonction du niveau piézométrique, du sens d'écoulement et des résultats analytiques lors des premières campagnes de prélèvement, c'est pourquoi d'autres analyses pourront être réalisées pour suivre les deux nappes précitées.

La fréquence des mesures sera trimestrielle et pourra être adaptée en fonction des résultats après justification et analyses par l'exploitant.

17.4 Suivi des eaux superficielles (Rosselle et Morsbach)

Afin de s'assurer du caractère imperméable du barrage de confinement réalisé vis-à-vis de la Rosselle et du Morsbach, des prélèvements semestriels (une fois en période de basses eaux et une fois en périodes hautes eaux) seront effectués en amont et aval des deux rivières précitées.

Le plan de surveillance à réaliser trois mois après les travaux précisera le nombre de prélèvements et les paramètres analysés qui seront a minima les mêmes que ceux décrits à l'alinéa 17.3.

17.5 Rapports de suivi

Le suivi et la surveillance du site seront documentés dans des rapports transmis à la DIRE Lorraine.

Ces rapports consigneront les observations lors des visites du site, ainsi que les mesures et résultats analytiques des prélèvements de gaz et du suivi des eaux souterraines. La fréquence de ces rapports sera trimestrielle.

Article 18 : Suivi des gaz souterrains

Compte tenu de la nature des pollutions mises en évidence, le drainage des éventuels gaz est assuré par une couche d'étanchéité avec mise en place de 10 événements répartis sur le site. Ceux-ci seront obturés de manière à permettre l'évacuation des éventuels gaz souterrains, à éviter toute intrusion d'animaux ou déversement par des personnes, ni la possibilité à l'eau pluviale d'y pénétrer.

Les gaz souterrains seront mesurés et prélevés au niveau des événements à une fréquence semestrielle. Les échantillons de gaz seront à analyser en recherchant les substances spécifiques aux activités de cokéfaction (BTX, naphtalène).

Les résultats seront consignés dans les rapports de suivi.

Article 19 : Bilan

A l'issue des opérations de confinement et au plus tard six mois après la fin des travaux, l'exploitant transmettra à Monsieur le Préfet de la MOSELLE et à l'inspection des installations classées un rapport final comprenant :

- un mémoire de fin de travaux décrivant les différentes opérations de confinement et donnant les résultats des mesures de suivi des eaux rejetées dans la MOSELLE ainsi que tous les résultats des analyses faites lors des travaux sur les sols rapportés y compris les résultats des essais de compactage prévus à l'article 6 et des relevés sur les nappes d'eau en cours de travaux. Celui-ci sera complété par un plan de géomètre qui permettra de vérifier la topographie après travaux ;
- une analyse des risques résiduels après travaux, si nécessaire, de façon à vérifier que les objectifs de confinement fixés dans la demande d'autorisation et dans le présent arrêté sont bien atteints.

Ce rapport sera réalisé en complément au plan de surveillance après travaux imposé à l'article 17.1 ci-dessus.

TITRE VII – DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES

Article 20 : Déclaration des accidents et incidents

L'exploitant est tenu de déclarer sans délai à l'inspection des installations classées les accidents et incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de

nature à porter à atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement.

Les désordres hydrauliques sont notamment visés par cette prescription.

Article 21 : Servitudes

Des servitudes d'utilité publique ou de restrictions d'usage conventionnelle au profit de l'état avec inscription au livre foncier seront mises en place.

Elles interdiront notamment la construction (de tout types de bâtiment), toute activité agricole, la plantation d'arbres à baies comestibles, l'usage des eaux (nappe perchée et eaux souterraines).

Le dossier de servitudes sera adressé à la DRIRE Lorraine dans un délai d'un an après la date officielle de réception des travaux qui fera l'objet d'un procès-verbal de récolement conformément aux articles 34 et suivants du décret du 21 septembre 1977. Ce dossier s'appuiera sur les résultats des analyses des eaux après travaux. Elles feront l'objet d'un report dans les documents d'urbanisme des communes de MORSBACH et de FORBACH.

Article 22 -

En cas de non respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures et sanctions administratives pourront être prises conformément aux dispositions du code de l'environnement.

Article 23 – Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par la présente décision afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement autorisé.

Article 24 - Informations des tiers

En vue de l'information des tiers :

1°) une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de FORBACH et celle de MORSBACH et pourra y être consultée par tout intéressé ;

2°) un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ;

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de l'exploitant.

3°) un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Article 25- Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Moselle,
Le Sous-Préfet de FORBACH,
Les Maires de FORBACH et MORSBACH,
Les inspecteurs des installations classées,
et tous agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de
l'exécution du présent arrêté.

Tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté, par le demandeur ou
l'exploitant, devant le tribunal administratif de STRASBOURG dans un délai de deux mois
suivant sa notification et selon les dispositions précisées au Code de l'environnement. Dans
ce même délai, un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la décision. Dans ce
cas, le recours contentieux pourra alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse
(le silence gardé pendant le deux mois suivant le recours gracieux emporte rejet de cette
demande).

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général


Bernard GONZALEZ